2. *Prie instamment* les gouvernements, ainsi que les organes, organismes et programmes des Nations Unies, les autres institutions d'aide multilatérale au développement, les organisations non gouvernementales et les fondations privées de prendre les décisions nécessaires pour mobiliser les fonds requis avant que le processus de désertification ne détruise encore plus de terres arables et ne puisse plus être enrayeré;

3. *Prie instamment* les instituts de recherche compétents, agissant le cas échéant en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, de donner la plus haute priorité aux travaux concernant la désertification;

4. *Prend note* du fait que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans sa décision 14/15 D du 18 juin 1987⁴⁶, a prié le Directeur exécutif du Programme d'envisager avec les gouvernements la possibilité d'adopter une nouvelle approche réaliste qui encouragerait ces gouvernements et les institutions internationales de financement à contribuer directement ou indirectement au Compte spécial ouvert en vue de financer l'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification;

5. *Prie* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'étudier, dans le cadre de l'évaluation demandée par le Conseil d'administration dans sa décision 14/15 C du 18 juin 1987⁴⁶, les moyens d'accroître l'efficacité du Groupe consultatif pour la lutte contre la désertification dans l'exécution du mandat que l'Assemblée générale lui a assigné dans ses résolutions pertinentes;

6. *Prie* le Secrétaire général de garder à l'étude les mesures prévues aux niveaux national et régional, ainsi que les questions relatives au financement du Plan d'action pour lutter contre la désertification et de poursuivre ses consultations avec les gouvernements intéressés au sujet des propositions figurant dans son rapport⁶⁵.

96^e séance plénière
11 décembre 1987

D

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL RELATIF AU PLAN D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LA DÉSSERTIFICATION

L'Assemblée générale

Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de l'application des résolutions A, B et C ci-dessus.

96^e séance plénière
11 décembre 1987

42/190. Conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains, 1976⁷⁰, et les recommandations pertinentes concernant les mesures à prendre à l'échelon national⁷¹

⁷⁰ Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 31 mai-11 juin 1976 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.7 et rectificatif), chap. I.

⁷¹ *Ibid.*, chap. II

adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains,

Rappelant également sa résolution 40/201 du 17 décembre 1985,

Profondément alarmée du fait qu'Israël maintient sa politique d'implantation de colonies de peuplement, déclarée nulle et non avenue et représentant un obstacle majeur à la paix,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés⁷²;

2. *Prend acte également* de la déclaration faite le 27 octobre 1987 par l'Observateur de l'Organisation de libération de la Palestine⁷³;

3. *Rejette* les plans et actes israéliens visant à modifier la composition démographique des territoires palestiniens occupés, en particulier l'augmentation et l'expansion des établissements israéliens, ainsi que d'autres plans et actes créant des conditions de nature à susciter le déplacement et l'exode de Palestiniens des territoires palestiniens occupés;

4. *Se déclare alarmée* de la détérioration, due à l'occupation israélienne, des conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967;

5. *Affirme* que l'occupation israélienne est contraire aux exigences fondamentales du développement économique et social du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés;

6. *Prie* le Secrétaire général de procéder à une étude approfondie sur les besoins futurs d'infrastructure du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967;

7. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

96^e séance plénière
11 décembre 1987

42/191. Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains, 1976⁷⁰, et les recommandations concernant les mesures à prendre à l'échelon national⁷¹ adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains,

Rappelant sa résolution 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, où elle soulignait notamment l'importance de la fourniture d'un logement et d'infrastructures de base,

Rappelant également sa résolution 41/190 du 8 décembre 1986 sur l'Année internationale du logement des sans-abri,

Prenant acte des rapports du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains

⁷² A/42/183-E/1987/53.

⁷³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Deuxième Commission, 25^e séance, et rectificatif.

(Habitat) intitulés respectivement « Logement et services pour les pauvres — un appel à l'action »⁷⁴ et « Nouvel ordre du jour pour les établissements humains »⁷⁵, ainsi que des observations formulées par les gouvernements à la dixième session (commémorative) de la Commission des établissements humains,

Estimant qu'un logement convenable et sûr constitue un droit fondamental de l'homme et est essentiel à la réalisation des aspirations humaines,

Estimant en outre qu'un cadre de vie sordide constitue une menace permanente à la santé et à la vie même et déprécie de ce fait les ressources humaines, qui sont le bien le plus précieux d'une nation,

Notant que cette situation déplorable peut compromettre la stabilité sociale et politique des pays,

Profondément préoccupée par la situation alarmante actuelle où se trouvent, malgré les efforts des gouvernements aux niveaux national et local et ceux des organisations internationales, plus d'un milliard de personnes laissées sans abri ou vivant dans des logements inhabitables et consciente qu'en raison des présentes tendances démographiques ces problèmes déjà terrifiants ne feront que s'aggraver au cours des années à venir si l'on ne prend pas immédiatement des mesures concertées et énergiques,

Pleinement consciente de la nature pluridimensionnelle du problème du logement, qui a essentiellement ses origines dans la pauvreté et qui, dans nombre de pays, est aggravé par la pénurie de ressources, l'insuffisance de moyens institutionnels et l'absence d'un cadre juridique et financier de nature à atténuer le problème,

Constatant que cette situation aboutit aux taudis et aux bidonvilles, où les services sociaux et techniques sont insuffisants, ainsi qu'à une détérioration générale du cadre de vie dans les établissements humains ruraux,

Consciente du rôle essentiel des efforts personnels que font les pauvres pour chercher à se loger et des effets multiplicateurs de tout programme de construction de logements fondé sur la pleine mobilisation des ressources locales et de leur importance pour le développement économique national, ainsi que des occasions de développement perdues par suite du peu d'intérêt accordé au secteur du logement,

Convaincue que la poursuite et la coordination des efforts que les institutions, organisations et organismes intéressés ainsi que les particuliers déploient dans l'ensemble du secteur permettront, si ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie appropriée, d'inverser d'ici à l'an 2000 les tendances alarmantes actuelles et d'apporter des améliorations concrètes et visibles aux logements et aux quartiers où vivent les pauvres et les personnes défavorisées,

Encouragée par les mesures qu'ont déjà prises de nombreux pays en vue d'élaborer des stratégies nationales du logement et par celles qu'ils envisagent en vue de faciliter la réalisation de l'objectif d'un logement pour tous,

1. *Se prononce en faveur* d'une Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000, comprenant un plan d'action pour son application, son suivi et son évaluation;

2. *Décide* que la Stratégie devrait avoir pour objectif de susciter des mesures propres à assurer un logement convenable à tous d'ici à l'an 2000;

3. *Prie* le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) d'élabo-

rer, aux fins d'examen par la Commission des établissements humains à sa onzième session, un projet de Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000, en précisant ses modalités d'application et ses incidences financières;

4. *Prie* la Commission des établissements humains d'élaborer, dans la limite des ressources disponibles, une Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 et de la lui présenter à sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

5. *Demande instamment* à tous les gouvernements de s'engager à réaliser les objectifs de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 en adoptant et en appliquant, conformément aux principes directeurs énoncés à la section I de l'annexe à la présente résolution, des stratégies du logement qui permettront de mobiliser toutes les énergies et les ressources nationales en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie et de renouveler leur engagement tous les ans, notamment en annonçant à l'occasion de la Journée mondiale de l'habitat les mesures concrètes à prendre et les objectifs recherchés pour chacune des années à venir;

6. *Demande* à tous les organes et organismes des Nations Unies ainsi qu'à l'ensemble de la communauté internationale d'appuyer la formulation et l'application de la Stratégie mondiale, conformément aux principes énoncés à la section II de l'annexe à la présente résolution.

96^e séance plénière
11 décembre 1987

ANNEXE

I. — PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ACTION NATIONALE

1. Tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait devront s'attacher à élaborer, à des niveaux appropriés, des stratégies nationales du logement dans le cadre de leurs stratégies de développement.

2. Les stratégies nationales du logement devront tenir compte de la nature pluridimensionnelle du problème et des avantages socio-économiques considérables résultant de l'amélioration du logement.

3. Les stratégies nationales du logement devront tenir compte également de la nécessité de maintenir les coûts à un niveau raisonnable et de trouver des solutions applicables dans différentes situations, en particulier lorsque ces stratégies concernent les groupes à faible revenu; il faudra s'attacher spécialement à donner aux pauvres la possibilité d'acquérir des terrains, à leur accorder un statut d'occupation assuré et à leur faciliter l'accès à des matériaux de construction appropriés, ainsi qu'à créer des institutions de financement du logement qui mobilisent l'épargne des ménages et répondent aux besoins des groupes à faible revenu.

4. Il ne faudra ménager aucun effort pour faire pleinement participer à la planification et à l'application des stratégies nationales du logement, à tous les niveaux, tous les organes, institutions et organismes intéressés, qu'ils soient gouvernementaux, non gouvernementaux, publics ou privés, et, en particulier, les collectivités et personnes concernées.

5. Dans les stratégies susmentionnées, il faudra accorder une attention particulière aux problèmes rencontrés par les groupes marginalisés, tels que les femmes et les jeunes, et par les groupes défavorisés, par exemple les personnes âgées et handicapées, ainsi qu'au potentiel qu'ils représentent.

6. Les gouvernements devront rendre compte tous les deux ans, lors de la session de la Commission des établissements humains, des progrès réalisés dans l'application des mesures susmentionnées.

II. — PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ACTION INTERNATIONALE

1. Tous les organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies devront apporter leur concours, selon qu'il conviendra, à la Commission des établissements humains et au Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) dans l'élaboration et l'application de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 et faire en sorte que leurs activités pertinentes dans les pays appuient les stratégies nationales du logement et soient coordonnées avec elles.

⁷⁴ HS/C/10/3.

⁷⁵ HS/C/10/2.

2. Les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies devront apporter leur appui et leur concours, dans leurs régions respectives, à l'élaboration de stratégies du logement et aux échanges d'informations en la matière, et le Directeur exécutif est invité à tirer pleinement parti des contacts établis avec les gouvernements par l'intermédiaire des commissions régionales et de leurs organes subsidiaires.

3. Tous les pays en mesure de le faire et les organismes internationaux de financement devront fournir toute l'aide possible aux gouvernements dans leurs efforts en vue de planifier et d'appliquer des stratégies nationales du logement pour atteindre les objectifs de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 ainsi que dans leurs efforts visant à améliorer, dans le cadre d'une stratégie pragmatique du logement, les conditions de logement de la population, en particulier de ses couches les plus pauvres et les plus défavorisées, et rendre compte au Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) des mesures prises à cet égard.

42/192. Dixième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance que le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement⁷⁶ continue d'avoir, du fait qu'il fournit des orientations pour tous les aspects des travaux des organismes des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique au service du développement,

Ayant examiné le rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa neuvième session⁷⁷,

Notant que 1989 marquera le dixième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement et prenant note de la recommandation que le Comité intergouvernemental lui a faite de marquer cet anniversaire par une séance plénière commémorative durant sa quarante-quatrième session⁷⁸,

Rappelant que le Comité intergouvernemental procédera lors de sa dixième session à un examen en fin de décennie de l'exécution du Programme d'action de Vienne,

Consciente de la nécessité d'améliorer les capacités scientifiques et techniques endogènes des pays en développement et consciente des effets des découvertes scientifiques et techniques sur le développement des pays en développement,

Considérant que, sous ses aspects multiples, la préparation de l'examen en fin de décennie de l'exécution du Programme d'action de Vienne, tâche ardue s'il en est, offre aussi l'occasion de contribuer à une stratégie prospective pour intégrer la science et la technique dans le processus de développement,

1. *Fait siennes* les résolutions et décisions adoptées par le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement à sa neuvième session⁷⁹;

2. *Fait sienne également* la résolution 1987/79 du Conseil économique et social, en date du 8 juillet 1987;

3. *Souligne* qu'il importe de préparer avec soin et en détail l'examen en fin de décennie, prévu pour 1989, de

⁷⁶ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.79.I.21 et rectificatifs), chap. VII.

⁷⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 37 (A/42/37 et Corr.1).

⁷⁸ Ibid., sect. II.A, résolution I (IX), sect. II.

⁷⁹ Ibid., sect. II.

l'exécution du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement, en tenant compte du rôle important de la science et de la technique dans le processus de développement, en particulier dans les pays en développement;

4. *Réaffirme* que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle crucial de catalyseur en encourageant la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique au service du développement, en particulier dans les pays en développement, et en aidant à résoudre les problèmes mondiaux d'ordre scientifique et technique;

5. *Décide* de marquer par une séance plénière commémorative, lors de sa quarante-quatrième session, le dixième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement et engage d'éminents spécialistes des disciplines scientifiques et techniques à y participer;

6. *Décide également* qu'étant donné l'importance et la priorité accordées à la science et à la technique au service du développement le débat général sur la question se déroulera à sa quarante-quatrième session, en séance plénière.

96^e séance plénière
11 décembre 1987

42/193. Préparation de la nouvelle stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, qui contient la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant également sa résolution 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, et sa décision 40/438 du 17 décembre 1985, relative à l'examen et à l'évaluation de l'application de la Stratégie,

Préoccupée de constater que les buts et objectifs de la Stratégie sont encore loin d'être atteints,

Considérant qu'il est crucial et urgent de relancer le processus de développement économique et social des pays en développement,

1. *Prie* le Secrétaire général de fournir, après avoir consulté tous les organes et organismes des Nations Unies concernés, les informations voulues pour préparer et élaborer une stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement (1991-2000), notamment celles qui seraient nécessaires pour évaluer la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, compte tenu des résolutions susmentionnées;

2. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter un rapport à sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les informations demandées ci-dessus;